



L'actualité du CIG au conseil d'administration du 16 mars 2021

#20 - Mars 2021



✓ JACQUES ALAIN BÉNISTI, Président du CIG, Maire de Villiers-sur-Marne, député honoraire

## LA SANTÉ ET L'ACTION SOCIALE

### La Rencontre de la prévention 2021

Le service EIPRP a organisé les 9, 10 et 11 mars, la Rencontre de la prévention sur la thématique « Bâtiment et santé des utilisateurs, la prévention dès la conception » sous le format de webinaires qui ont permis de partager des interviews de professionnels, des retours d'expérience de collectivités ou d'associations et la tenue d'ateliers.

### Organisation et tenue d'un webinaire de formation des membres de la commission de réforme interdépartementale

Le 9 février dernier s'est tenue une demi-journée de formation destinée aux membres de la commission de réforme, organisée pour la première fois à distance, sous format de webinaire. Ainsi, les représentants des collectivités et les représentants du personnel, membres de la CRI ont pu être sensibilisés au fonctionnement et aux attributions de la CRI, aux nouvelles dispositions relatives au congé d'invalidité temporaire imputable au service (CITIS), à l'organisation du secrétariat des instances médicales et à la réforme à venir des instances médicales.

### Éléments statistiques relatifs à la situation des collectivités accompagnées par le service social

Comme pour l'ensemble des missions facultatives proposées aux collectivités en matière de santé, le service social du travail rédige un rapport annuel destiné à chaque collectivité dans laquelle un ou une assistante sociale du travail est mis à disposition. Ce rapport annuel met en lumière ce qui a été réalisé pendant l'année, et présente de nombreux éléments statistiques. Afin de permettre des comparaisons et d'enrichir la connaissance des collectivités par une vision d'ensemble, le service social a travaillé à un rapport global qui couvre l'ensemble des collectivités adhérentes au service et permettra de mieux situer chacune d'entre elles par rapport à la moyenne des collectivités accompagnées.

### Résultats de la phase 3 de l'enquête « Covid et GRH »

Dès le confinement du printemps 2020, les services de médecine préventive du CIG et de la direction de l'emploi ont élaboré un questionnaire pour mesurer la manière dont les

ÉLUS, DIRECTEURS GÉNÉRAUX, DIRECTEURS BÂTIMENT, OPÉRATIONNELS TECHNIQUES ET PRÉVENTEURS, DDM...

### Bâtiment et santé des utilisateurs : la prévention dès la conception

Un restaurant scolaire trop bruyant ? Une médiathèque étouffante ? Des bales vitrées au nettoyage impossible ? Autant de situations qui auraient pu être évitées !  
Faire vivre un bâtiment, quel qu'il soit, c'est parvenir à concilier plusieurs enjeux et plusieurs acteurs : satisfaire les besoins des usagers et de ceux qui le conçoivent, le bâtissent, et l'exploitent, pour tenir les objectifs de durabilité, d'efficacité et de préservation de leur santé. Lors de cette Rencontre, mutualisons nos pratiques en prévention !

Rendez-vous les 9, 10 et 11 mars 2021 pour nos webinaires  
de la 17<sup>e</sup> Rencontre de la Prévention ! Invitation et programme à suivre.

### Le renouvellement du marché d'assurance des risques statutaires : point d'étape

Un important travail préparatoire a été mené avec les collectivités du territoire : en effet, le format du contrat-cadre impose que les collectivités intéressées par le marché du CIG donnent préalablement mandat au CIG et transmettent leurs statistiques de sinistralité.

L'objectif poursuivi est l'attribution de ce marché d'ici l'été 2021, afin que la mise en œuvre du prochain marché puisse se dérouler dans de bonnes conditions à l'automne, avant son entrée en vigueur en janvier 2022.

collectivités ont adapté l'organisation du travail à la situation sanitaire. Une 3<sup>e</sup> phase de l'enquête a été lancée à la fin du 2<sup>e</sup> confinement, en décembre dernier, dont les résultats sont en cours de finalisation. 65 collectivités ont répondu à cette enquête, permettant ainsi de mieux appréhender la gestion de la crise sanitaire et ses diverses modalités. Les résultats, comme lors des deux premières phases, seront publiés sur le site internet du CIG.



## LE CONSEIL ET L'EXPERTISE STATUTAIRES

Le début de l'année a été marqué par un afflux de demandes auprès de SVP statut, en lien avec les différentes réformes en cours (congrés bonifiés, congés familiaux, détachement et suppression de la compétence de la CAP) et la poursuite de la crise sanitaire. La question de la gestion de situations complexes d'indisponibilité physique reste prégnante.

En plus de sa participation à des événements transversaux, tels que le Canal RH sur les 1 607 heures, la direction du conseil et de l'expertise statutaires a mené :

→ Un webinaire introductif et un premier atelier in visio sur la jurisprudence de 2020 ouverts à la fois aux services RH et aux services juridiques des affiliés,

→ Un webinaire le 29 janvier portant sur le SFT et notamment sur les évolutions liées à l'introduction du partage du SFT en cas de garde alternée,

→ Un rendez-vous auprès d'une collectivité dans le cadre de sa convention payante, pour l'accompagnement dans l'élaboration de son règlement intérieur du temps de travail.

En outre, la direction a été associée à des groupes de travail, des réflexions ou des réunions périodiques, en collaboration avec les autres services du CIG.

## LES ORGANISMES PARITAIRES

### Les commissions consultatives paritaires

Les CCP en formation ordinaire des catégories C et A se sont réunies à deux reprises en février et la CAP de la catégorie C s'est tenue le 9 février 2021 et a examiné 13 affaires. Des séances se tiendront les 15 et 16 mars pour les CCP et les 23 et 24 mars pour les CAP. Dans leur formation disciplinaire, les CCP se sont aussi réunies à deux reprises en février et ont examiné 3 affaires et ce matin, le conseil de discipline des CCP a examiné 5 affaires.

### Les commissions administratives paritaires

Quant aux CAP, les conseils de discipline de février ont examiné 9 affaires et en examineront 18 en mars.

Le service secrétariat des conseils de discipline proposera aux affiliés, les 25, 26 et 29 mars prochain, la première session d'information sur la procédure disciplinaire sur 3 demi-journées en visioconférence (au lieu d'une journée en présentiel préalablement).

Des ateliers sur les avancements de grade sont également en cours de préparation. C'est un sujet sur lequel les DRH sollicitent beaucoup le CIG en ce début d'année du fait du retrait de ce cas de saisine des CAP depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Le 13 avril prochain sera consacré à la promotion interne des cadres d'emplois de conservateurs du patrimoine et de conservateurs des bibliothèques qui sera la première session à tenir compte des LDG-PI applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021 aux affiliés ayant confié cette procédure au CIG.



Dans le cadre de la mise en place des LDG-PI, je peux me faire assister pour l'établissement des listes d'aptitudes au titre de la promotion interne du collège composé des représentants des employeurs. J'ai donc souhaité me faire assister par un collège unique comprenant des représentants des 3 catégories des CAP et issus des 3 départements de la petite couronne. J'ai proposé 6 représentants, 3 hommes et 3 femmes : Patrick de La Marque, adjoint au maire de la ville de Meudon (92), membre de la CAP C ; Rachel Kashema, adjointe au maire de la ville de Nanterre (92), membre de la CAP A et B ; Anthony Mangin, adjoint au maire de la ville de Drancy (93), membre de la CAP A, B et C, Françoise Kern, adjointe au maire de la ville de Pantin (93), membre de la CAP A, B et C, Fernand Berson, adjoint au maire de la ville de l'Haÿ-les-Roses (94), membre de la CAP C, Valérie Bigagli-Montauriol, adjointe au maire de la ville de Nogent sur Marne (94), membre de la CAP A et B.

Je présiderai donc, en présence des représentants de ce collège, les sessions pour l'examen des dossiers en vue d'établir les listes d'aptitude au titre de la promotion interne qui se tiendront en 2021. Avant la 1<sup>re</sup> session de PI du 13 avril 2021, je tiendrai une réunion préparatoire avec le collège des employeurs et Aurore Barthel, DGA du CIG en charge notamment des organismes paritaires, le mardi 23 mars à 11 h 30. À cette occasion, un rappel sera fait sur les LDG-PI et les modalités de l'organisation des sessions de promotion interne seront examinées.

### La dématérialisation des instances et de la promotion interne

Enfin, je souhaite également vous faire un point d'étape sur le projet de dématérialisation des instances et de la promotion interne. Le premier comité de pilotage s'est tenu le lundi 1<sup>er</sup> février 2021. Les ateliers pour accompagner les différentes étapes du projet sur les volets « CAP » et « promotion interne » se poursuivent et mobilisent les équipes de ces deux services.

## LES PUBLICATIONS STATUTAIRES

La revue mensuelle *Les Informations administratives et juridiques*, présente notamment dans son numéro de février 2021 des analyses : de l'ordonnance « santé-famille » du 25 novembre 2020 ; du décret du 8 décembre 2020 qui procède à l'actualisation des compétences des CAP ; on signalera qu'un tableau récapitulatif de ces compétences accompagne ce dossier.



La banque de données BIP propose 700 fiches explicatives sur le statut de la fonction publique territoriale, mises à jour en permanence, ainsi qu'une veille documentaire. À signaler en particulier la prise en compte des deux ordonnances datées du 17 février 2021 sur la négociation et les accords collectifs dans la fonction publique et sur la protection sociale complémentaire.

## LA MISSION DE MÉDIATION PRÉALABLE OBLIGATOIRE (MPO)

Depuis le début de l'année 2021, la médiatrice du CIG petite couronne a enregistré 9 nouvelles demandes de médiation. Elles portent sur des litiges relatifs à la rémunération, au refus de formation professionnelle et aux mesures défavorables au maintien dans l'emploi prises à l'égard d'un travailleur handicapé. Une note a été élaborée à l'attention de la FNCDG quant aux propositions du CIG petite couronne pour l'évolution de la mission de MPO.

S'agissant de la mission de médiation sur demande des parties, la Ville de Saint-Maur-des-Fossés a adhéré à la nouvelle convention de médiation.

## LES CONCOURS ET EXAMENS PROFESSIONNELS

L'épreuve écrite de la session 2021 de l'examen professionnel d'accès au grade d'adjoint administratif principal de 2<sup>e</sup> classe se déroulera le 18 mars prochain. Seuls 377 fonctionnaires territoriaux ont fait acte de candidature.

Viendront ensuite les épreuves écrites de la session 2020 reportée des concours de technicien et technicien principal de 2<sup>e</sup> classe, prévues le 15 avril, et auxquelles sont convoqués plus de 4800 candidats.

Enfin, les épreuves d'admissibilité de la session 2021 des concours d'assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques viendront clore cette première série d'écrits.

Elles sont programmées le 27 mai et concerneront 1 688 candidats. Le mois de juin sera quant à lui consacré aux épreuves orales d'admission.

## L'EMPLOI

### Le temps de travail

Le sujet du temps de travail est au cœur de l'actualité du CIG afin d'accompagner au mieux les collectivités dans la mise en conformité aux 1 607 heures, réforme complexe à appliquer.

Dès la fin de l'année 2020, le CIG a mis en place une cellule spécifique "Temps de travail" et proposé aux collectivités une offre de service autour de trois prestations distinctes : un état des lieux ; un cycle de réunions à destination des DRH ; un accompagnement "sur mesure" en fonction des besoins de la collectivité. Ces démarches reposent sur des enjeux de sécurisation juridique du régime du temps de travail des collectivités et d'optimisation de l'organisation du temps de travail. Les accompagnements se poursuivent en 2021 et des documents ressources seront très prochainement mis en ligne sur le site internet du CIG.

Le sujet du temps de travail était également au cœur du rendez-vous « Canal RH » proposé le 2 février dernier par le CIG petite couronne. Conçue sous la forme d'une émission de deux heures diffusée en direct sur le site internet du CIG, cette rencontre a permis de mettre en lumière toutes les clés de compréhension et d'action sur la démarche de mise en conformité aux 1607 heures. Je remercie Philippe Laurent de sa participation. Des experts statutaires et des représentants des collectivités présents sur le plateau ont répondu en direct à toutes les questions. Plus de 230 internautes ont participé à cette émission, dont l'enregistrement reste consultable sur le site internet du CIG.



### La gestion prévisionnelle des emplois et des compétences

L'actualité de la direction de l'emploi est également marquée par la nouvelle édition des Rencontres Emploi-RH qui se tiendra le mardi 23 mars matin, sous la forme d'un événement virtuel sur internet. Des experts ainsi qu'une DRH d'un EPT débattront sur les principales interrogations concernant les démarches de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences. Les inscriptions sont ouvertes sur le site internet du CIG jusqu'au 19 mars.



## L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET LES FINANCES

Ces derniers mois, l'activité des 3 services de la direction de l'administration et des finances a été marquée par une thématique particulière : la gestion des bâtiments.

C'est ainsi que le service Logistique a été amené à programmer et à suivre diverses interventions de maintenance préventive et de travaux afin d'assurer le bon fonctionnement du siège du CIG : la dernière phase de travaux sur les ventilo-convecteurs ; la rénovation et la fiabilisation des 5 cages d'ascenseurs seront réalisées dans l'année ; de même que l'adaptation des éléments sanitaires existants au contexte sanitaire actuels.

Enfin, dernier exemple de l'importance de la gestion des bâtiments dans le quotidien de la direction : le projet « Proximité territoriale » et son application directe avec l'achat de locaux dans le Val-de-Marne. Les deux techniciens du service ont commencé à intervenir sur site depuis janvier afin de décroisonner les locaux et ainsi mieux connaître les caractéristiques techniques du bâtiment.

Afin de répondre au mieux aux attentes de chaque direction, un groupe de travail utilisateur se met en place. Ce groupe (dont le chef de projet est un agent du service Secrétariat général) aura pour objectifs d'élaborer collectivement le besoin et de réaliser des propositions sur les aspects opérationnels et techniques des locaux. Il est composé de représentants de toutes les directions qui seront chargés de participer à la réflexion et de faire circuler l'information au sein de leurs directions respectives.

## LES RESSOURCES HUMAINES

Ce début d'année est marqué par l'aboutissement de projets structurants pour les agents du Centre et l'établissement. En effet, les modalités d'extension du télétravail envisagé avant la crise sanitaire sont finalisées. Par ailleurs, l'élaboration du plan d'action relatif à l'égalité professionnelle, qui constitue à présent une obligation réglementaire à défaut de se voir imposer des pénalités financières, a été soumis et validé à ce conseil d'administration.

La DRH, sous l'impulsion de la direction générale, progresse également dans l'élaboration des lignes directrices de gestion, notamment en ce qui concerne la politique de l'établissement au regard des avancements de grade.

Ce début d'année 2021 est également marqué par une forte reprise des procédures de recrutement qui avaient été ralenties l'année dernière du fait de la crise sanitaire. Enfin, les actions annuelles récurrentes ont également été lancées (campagne d'évaluation).



### DATES DES PROCHAINES SÉANCES POUR 2021, À SAVOIR, LES MARDIS :

- ▶ 15 juin
- ▶ 28 septembre
- ▶ 23 novembre